

# Le ministre de l'Intérieur, Bruno Le Roux, démissionne

**A**près l'affaire Fillon, voici l'affaire Le Roux. Après Les Républicains, le PS. Le parquet financier a ouvert, le 21 mars, une enquête visant l'ancien président du groupe des députés PS, aujourd'hui ministre et chef de la police, au cœur de l'appareil d'État, membre du premier cercle autour de François Hollande. Le Roux a, quelques heures plus tard, annoncé sa démission. La décomposition du régime semble sans limite. Les médias ont révélé la veille que le ministre, alors qu'il était député, avait embauché ses filles en CDD comme collaboratrices à l'Assemblée nationale entre 2009 et 2016, pour un montant total de 55 000 euros rémunérant vingt-quatre missions. Elles n'avaient, lors des

premiers contrats, que 15-16 ans. Pas mal, pour de petits boulots réalisés « sur des étés, notamment, ou des périodes de vacances scolaires », selon Le Roux, mais dont la réalité même est mise en question. « Certains CDD ont pu avoir lieu en même temps que des stages en entreprise ou sur le temps universitaire, à l'été 2013 pour l'une des filles, 20 jours en mai 2015 pour l'autre », rapporte l'AFP. Le Monde relaie également des « soupçons sur de possibles emplois fictifs » : « L'une [des filles Le Roux] était à la même période en stage à plein temps chez Yves Rocher en Belgique, selon les informations mentionnées sur son CV. La benjamine de la famille aurait également effectué un CDD à l'Assemblée durant son année de classe préparatoire à Paris. »



Photo AFP

Bruno Le Roux.

# La moitié des électeurs ne savent pas s'ils iront voter ou pour qui...

Marie Stagliano, Yan Legoff

« Les candidats avaient-ils noué un pacte de non-agression ? », se demande *Le Parisien*, au lendemain du débat télévisé, lundi 20 mars, entre les cinq principaux candidats à la présidentielle. Cet « entre-soi » était ponctué de nombreuses marques d'accord entre les uns et les autres.

Une impression renforcée par le fait qu'aucune des questions concrètes auxquelles sont confrontés les travailleurs n'a été vraiment abordée. Les préoccupations de ces millions qui sont descendus dans la rue pendant des mois contre la loi El Khomri, la colère de ceux qui ont manifesté le 7 mars dernier pour la défense de l'hôpital public, pour l'abrogation de la loi Touraine, la défense de la Sécurité sociale, des services publics.

Qu'ont-ils dit, par exemple, du sort de la SNCF, de La Poste, en voie de privatisation rapide du fait de l'action conjuguée des gouvernements successifs de droite comme de gauche ? Qu'ont-ils dit des plans de licenciements, de suppressions d'emplois qui ne cessent de s'abattre dans le privé ?

## UN GOUFFRE

Rien. Un gouffre les sépare du « pays réel ». Il apparaît à un nombre de plus en plus grand que les problèmes vitaux qui minent, écrasent la vie de la majorité de la population ne trouveront pas de solution dans cette élection.

« Des Français plus indécis que jamais, une gauche encaimée, une droite tétanisée », constatait *Le Monde* du 17 mars, expliquant :

## En bref...

### Macron, adoubé par Merkel, ovationné par la direction du SPD

Macron, « grand vainqueur » du débat télévisé du lundi 20 mars ? C'est ce que disent certains. Une petite musique qui prépare déjà le second tour, sans aucun doute...

Macron, l'homme de la loi du même nom, adoptée par le 49.3, emblème, avec la loi El Khomri, du quinquennat Hollande ; deux lois jumelles qui ont conduit des millions de travailleurs en grève et en manifestation pour en exiger le retrait.

Macron est allé recevoir l'onction de la chancelière allemande, Angela Merkel, le 16 mars. « J'ai vu beaucoup de convergences avec la chancelière », a déclaré Macron. Un amour réciproque : « Sa volonté affichée de vouloir rendre la France crédible en faisant des réformes fait écho aux préoccupations allemandes », relève une politologue allemande citée par l'AFP.

Trois jours plus tard, Sigmar Gabriel, le prési-



Photo AFP

« À quarante jours du premier tour de scrutin, au moment où d'habitude le débat présidentiel se cristallise, seulement 66 % d'entre eux se disent tout à fait certains d'aller voter le 23 avril (...). Ce pourcentage tombe à 57 % chez les moins de 35 ans et à 49 % chez les électeurs qui ne se déclarent proches d'aucun parti politique (soit le quart de l'électorat). De tels niveaux d'hésitation ou d'indécision électorales sont tout à fait inédits. »

## UN CHIFFRE QUI RÉSUME TOUTE LA SITUATION

Un électeur sur deux ne sait pas s'il va aller voter ni pour qui il va voter, à un mois de l'élection qui doit désigner l'homme qui incarne la clé de voûte de la Ve République... Une proportion similaire estime qu'aucun programme avancé n'est crédible.

Toute la situation est résumée dans ces chiffres.

La presse financière s'en alarme. « Si l'élection présidentielle ne ressemble à aucune autre, l'après-élection ouvre un champ tout aussi

incertain. Le prochain président arrivera-t-il à trouver une majorité parlementaire, lorsque l'on voit la recomposition à l'œuvre à gauche comme à droite (...) ? De manière générale, le prochain président aura-t-il la légitimité suffisante pour imposer des réformes à un pays toujours aussi rétif ? » (*Les Échos*, 20 mars).

## LA HANTISE D'UNE « ÉPREUVE DE FORCE DANS LA RUE »

L'ancien ministre des Affaires étrangères de Mitterrand, Hubert Védrine, qui préconise « une coalition entre gauche et droite », avertit d'une « épreuve de force dans la rue avec des groupuscules (sic !) ou certains syndicats déterminés à empêcher tout changement », car, dit-il, « l'histoire de la France depuis 1945 pèse » (*Le Monde*, 22 mars).

Oui, les travailleurs connaissent leur histoire ; ils connaissent les combats qu'il leur a fallu mener pour gagner, et ceux qu'il faudra mener pour défendre des conquêtes que le capital financier voudrait aujourd'hui réduire à néant. ■

Jean-Yves Le Drian pour avoir fait face aux attentats. L'ancien frondeur salue même avec « fierté » une partie du bilan du quinquennat. » (*Le Parisien*, 20 mars).

## « Beaucoup de dirigeants LR préparent déjà le scénario de l'après-défaite » (Libération)

À droite, le coup de force de Fillon contre son propre parti, en début de mois, a laissé des traces profondes. « À droite, le spectre de la défaite », titre *Le Parisien* (20 mars). « Fillon ne nous emmènera pas dans sa tombe », lâche un « baron du parti ». Un ancien ministre sur-enchérit : « Si Fillon perd, il faudra convoquer un bureau politique extraordinaire dès le 23 avril au soir. Ça va être la Nuit des longs couteaux. » « Beaucoup de dirigeants LR sont déjà ailleurs. En coulisse, ils préparent déjà le scénario de l'après-défaite », confirme *Libération* (18 mars).

## ÉDITORIAL

# é

## Qui nous entendra ?

Claude Billot-Zeller, membre du bureau national du POI

**Q**ui nous entendra ? Qui nous écouterait ? Aucun, je le crains ! Pour sauver nos acquis de 1936-1945, ils sont à nous, ils ont été gagnés après de grands sacrifices et maintes luttes. La classe ouvrière, elle existe, ne peut compter que sur elle-même pour se défendre et se faire respecter.

Tous les candidats à la présidentielle n'ont qu'un seul maître : le capitalisme puissant, exigeant, prédateur jusqu'au bout. Ce capitalisme qui ne finance pas l'économie réelle, qui met les élus politiques au pas, bien qu'ils soient déjà aux ordres. Le productivisme, la loi du marché et ses mécanismes, la libre concurrence, la compétitivité : c'est la seule loi qui vaille, c'est la victoire des plus forts. Les actionnaires sont les rois, la spéculation enrichit toujours plus les plus riches. Notre gouvernement, celui qui se disait « l'ennemi de la finance », cinq ans après la finance se porte bien, très bien, même encore mieux. L'État choisit de sauver la banque, pas le peuple, lorsque le peuple s'exprime, son vote n'est pas respecté, car il n'y aurait pas d'autre politique possible ? J.-C. Juncker : « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens. »

Le travail : il faut baisser le coût du travail, charges trop lourdes ; M. Gattaz, le Medef, « ni gauche ni droite, seul le résultat compte », réflexion inquiétante, quel résultat, pour qui, comment y parvenir ! C'est une idée fixe, une obsession, depuis le Conseil national de la Résistance ; détruire les acquis. Il réclame la souplesse, la flexibilité, la liberté, celle du renard dans le poulailler. La loi El Khomri n'est pas satisfaisante, mais cette loi convient à tous les candidats à la présidentielle, sauf à Mélenchon qui souhaite son abrogation. C'est cette loi qui a cristallisé la résistance des militants syndicaux et des travailleurs, et a provoqué une mobilisation avec des manifestations pendant des mois, contraignant le gouvernement au recours du 49.3. Ce n'est pas fini. Le 7 mars dernier, des dizaines de milliers de manifestants étaient à Paris, plus les manifestations en province. Les médias ont traité l'événement avec une grande discrétion, la date de la présidentielle approche. Les femmes et les hommes de ce pays ne peuvent pas accepter sans réagir que le Code du travail ne soit plus qu'une coquille vide, que la protection sociale soit réduite à minima et que les syndicats soient neutralisés, jusqu'à l'asphyxie.

Dans le monde, 73 % de la population n'a pas de protection sociale ; seulement 12 % des chômeurs sont indemnisés. En France, 97 % des salariés sont couverts par une convention collective, ça aussi c'est un acquis ! Qui peut croire qu'en 2016 le chômage a diminué ? Le nombre de chômeurs en activité réduite a augmenté de 8,9 %. La pauvreté progresse, plus d'un million de personnes sont contraintes à la survie au seuil de pauvreté !

Douze millions sont en situation de précarité énergétique. Face à la violence de cette réalité, certains de nos députés considèrent « qu'ils ne sont pas bien payés » ; c'est sûrement pour ça qu'ils sont aussi à l'aise avec les deniers publics. Ils perçoivent en un mois ce que certains n'ont pas en une année pour survivre. Cependant, aucune pudeur pour expliquer et voter la nécessité des efforts et de l'austérité qui accablent toujours plus les classes populaires sous diverses formes. L'éloignement ou la disparition des services publics ; l'école, La Poste, l'hôpital... et en conséquence les coûts qui y sont liés.

Le 25 mars, donnons une suite au 4 juin dans l'organisation de la résistance, à la recherche d'une voie politique, sans pour cela que chacune et chacun renient leur appartenance et leur sensibilité. N'attendons rien d'un sauveur suprême, ouvrons le débat qui pourra nous donner conscience de notre force.